

En Nouvelle-Calédonie, il est urgent d'attendre



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 10 novembre 2024

Source [Valeurs actuelles] : Tous les acteurs locaux s'accordent sur l'urgence de sortir l'archipel de la crise, mais Paris se borne à ouvrir les cordons de la bourse et à lancer une nouvelle "concertation".

Lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, [Michel Barnier](#) laissait entendre que le gouvernement pourrait abandonner le projet de dégel du corps électoral calédonien. À l'origine des émeutes ayant embrasé l'archipel, ce projet prévoyait d'élargir le droit de vote aux élections provinciales à toute personne née ou domiciliée depuis au moins dix ans en Nouvelle-Calédonie. Actuellement, seules les personnes inscrites sur les listes électorales avant l'accord de Nouméa de 1998 et leurs descendants peuvent prendre part au scrutin. Une situation jugée antidémocratique par le camp des loyalistes, qui milite pour le maintien du Caillou à la France. Selon les estimations du gouvernement, l'ouverture augmenterait le corps électoral de 25 000 natifs ou résidents.

[Lire la suite](#)

10/11/2024 01:00